

NOUVELLE SERIE N° 3
QUINZAINE DU
1 au 15 Octobre 76
c.p.p.a.p: 1142 d 73
REDACTION
1 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
TEL 523 22 08

UNEF INFORMATION

BULLETIN BI-MENSUEL D'INFORMATIONS SYNDICALES - 1 RUE DE PROVENCE - 75009 PARIS

LUTTER POUR



POUR SAUNIER, PAS DE PROBLEME, LA RENTREE DES UNIVERSITES SE DERoule SANS NUAGES. SA POLITIQUE, CELLE DE LA RAISON, SI ELLE BOUSCULE LES VIEILLES HABITUDES, NE PEUT MANQUER DE GAGNER L'ACCORD DE TOUS !!!

MAIS... derrière ce ton qui se veut rassurant c'est une rentrée autrement plus concrète que vivent les étudiants.

A Vincennes il faut faire la queue pendant près de huit heures pour pouvoir s'inscrire (et encore faut il savoir que l'administration refuse les règlements des droits par chèque).

A Paris 7, comme à Paris 5 ou en E.P.S le problème est résolu: les inscriptions ont été bloquées avant la date limite, tant pùs pour les retardataires. C'est efficace, moins visible que le ~~numerus clausus~~ officiel comme en médecine ou en pharmacie.

Les problèmes budgétaires, Mme Saunier Seité ne prend même pas la peine d'en parler: Les Universités croulent sous les difficultés financières: au Secrétariat d'Etat aux Universités on connaît pas! Il n'y a que des situations particulières. Ainsi en Lettres à Aix, 40% des heures complémentaires sont supprimées et l'UER de musique est en voie de disparition.

A Toulouse Mirail on passe de 15000 heures complémentaires à 980 pour cette année, soit une diminution de 93% !.

A Paris 13 on en supprime 57%. A Nanterre l'UER de Portugais est rayée de la liste des enseignements. Bref, de cas particuliers en cas particuliers on fait vite le tour de la France.

Les IUT: rentrées reportée faute de moyens comme à Reims, Marseille, Grenoble, Cachan, Créteil etc ... L'Université se met

à l'unisson du plan Barre. En principe, ne pas vivre au-dessus de ses moyens; le résultat: la régression.

Les étudiants et leurs familles doivent "emboîter le pas" en payant plus. Aux parents de supporter l'augmentation des impôts, des taxes et des cotisations, sécurité sociale, aux enfants de se débrouiller pour faire face aux hausses des fournitures, des oeuvres universitaires, des transports etc ...

On comprend dans cette situation, que Mme Saunier Seité en appelle à la "raison" des universitaires et persévère dans ses attaques contre une "UNEF qui trompe les étudiants

CAR LE SEUL RECOURS AUJOURD'HUI POUR DES MILLIERS D'ETUDIANTS C'EST L'ACTION DE L'UNEF.

L'action de l'UNEF c'est aider les étudiants à s'inscrire, à dénouer les tracasseries administratives auxquels ils ont à faire face, à résoudre les problèmes d'équivalences et de transferts. Ce sont plusieurs centaines d'étudiants qui ainsi viennent trouver l'UNEF en cette rentrée pour obtenir un renseignement, poser les problèmes auxquels, seuls ils ne peuvent faire face.

L'action de l'UNEF c'est comme à Vincennes obtenir le report des inscriptions, comme à Aix réclamer l'ouverture des R.U pendant la période d'examen, comme partout ailleurs arracher les moindres mesures qui vont dans le sens des intérêts des étudiants.

ETUDIER

POUR RETABLIR LA VERITE LES STATISTIQUES DE LUNEF

Plusieurs facteurs concourent à une dégradation accélérée du pouvoir d'achat des étudiants.

1 - LES HAUSSES

TABLEAU N° 1

	75-76	76-77	%
Ticket Restau-u. (1)	3 F.	3,30 F.	+ 10 %
Cité-univers. (2)	175 F.	200 F.	+ 15 %
Séc. Sociale	45 F.	55 F.	+ 22 %
MNEF	80 F.	100 F.	+ 25 %
Droits d'Inscrip.	200 F.	275 F.	

Notes : (1) dans le budget 77, une hausse de 15 % est prévue pour les restau-u. Les tickets seraient portés à 3,50 F. au 1er Janvier 77, et à 4 F. au 1er Juillet 77.

(2) 200 F. pour moins de 9 m² !
un vrai tarif d'hôtel.

2 - LA BAISSSE PLANIFIÉE DU POUVOIR D'ACHAT DES BOURSES

TABLEAU N° 2

Nombre de boursiers en 1975 (français et étrangers) statistiques : CNOUS

Etudiants français 109 500

Etudiants étrangers..... 64 300

. Boursiers du
gouvernement français 9 500

. Boursiers de leur
gouvernement 15 700

TABLEAU N° 3

du pourcentage annuel d'augmentation des bourses depuis 73-74

73-74	74-75	75-76	76-77	77-78
	(504F. de hausse uniforme)	(603F.)	(369F.)	(315F.)
1er échelon 1962	+ 25 %	+ 33 %	+ 12 %	+ 9,1 %
2ème " 2520	+ 20 %	+ 20 %	+ 10 %	+ 7,9 %
3ème " 3078	+ 16,6%	+ 17 %	+ 8,7%	+ 6,9 %
4ème " 3636	+ 13,8%	+ 14 %	+ 7,7%	+ 6,2 %
5ème " 4194	+ 12 %	+ 12,9%	+ 7 %	+ 5,5 %
6ème " 4752	+ 10,6%	+ 11,5%	+ 6 %	+ 5 %
Alloc. 3è cycle 5310	+ 9,5%	+ 10,4%	+ 5,7%	+ 4,6%
Bourse d'Agreg. 5868	+ 8,6%	+ 9,5%	+ 5,3%	+ 4,2%

Notes : ces chiffres montrent clairement :

- 1) que l'augmentation prévue pour 76-77 est nettement inférieure au taux d'inflation,
- 2) que la baisse du pouvoir d'achat des bourses est accélérée et planifiée par le gouvernement,
- 3) que les étudiants les plus défavorisés sont une fois de plus les plus lésés par cette opération

TABLEAU N° 4

Montant des bourses pour 1976-77

	pour 1'année	montant par mois/12mois
1er échelon	3 438 F.	286 F.
2ème "	3 996 F.	333 F.
3ème "	4 554 F.	380 F.
4ème "	5 112 F.	426 F.
5ème "	5 670 F.	472 F.
6ème "	6 228 F.	520 F.
alloc. de 3è cycle	6 786 F.	565 F.
Bourse d'Agreg.	7 344 F.	612 F.

(voir le nota en page suivante ...)

Notes : Ce tableau confirme l'enquête de l'UNEF sur la condition étudiante parue en Mai 76 qui dévoilait que 46 % des étudiants vivent avec moins de 600 F. par mois.

Il faut rapprocher ce chiffre de l'estimation faite par le Centre National des Oeuvres Universitaires sur le budget minimum d'un étudiant (parue dans une brochure officielle : "je vais en France" en fév.76) cf annexe.

Le nombre d'étudiants boursiers ne dépasse pas 14 %.

L'insuffisance du nombre et du taux des bourses apparaît comme un scandale d'autant plus éclatant que :

- le bénéfice d'une bourse excluant tout travail salarié complémentaire au-delà d'un certain revenu, un nombre croissant d'étudiants est conduit devant l'insuffisance des taux actuels à renoncer à leur droit de boursiers,
- la progression du plafond des ressources familiales ouvrant droit à une bourse est inférieure à la progression du salaire moyen. Ce qui implique les baisses d'échelon et les suppressions de bourses d'une année sur l'autre.

3 - LA MENACE SUR LES OEUVRES UNIVERSITAIRES

- Le prix du repas et sa mauvaise qualité conduisent de plus en plus d'étudiants à renoncer au restaur.-u. ou à réduire le nombre de repas qu'ils y prennent.

De 74 à 75, le nombre de repas servis a diminué de près de 13 % alors qu'en 70, 71 % des ayant droit étaient effectivement bénéficiaires des oeuvres, en 75 ils ne sont plus que 60 %.

Ce chiffre à lui seul prouve que les oeuvres ne rendent plus le service que les étudiants en attendent.

- Parallèlement, de 74 à 75 le nombre de bénéficiaires a diminué de 10 % du fait de la nécessité pour un nombre croissant d'étudiants de se salarier et de renoncer par là-même au bénéfice des oeuvres.

D'après les chiffres officiels des oeuvres, en 1960, 65 % du prix du repas allait à l'achat des denrées.

Il n'y en plus en 1975 que 53 %. Compte-tenu de la hausse des produits alimentaires, la dégradation de la qualité des repas s'explique.

(voir dans l'article de P. Robel, C.N.O., Le rapport DUBAS)

Saurier vient de publier deux circulaires importantes modifiant l'arrêté de la réforme du 2ème cycle et garantissant dans des textes les reculs oraux qu'elle avait dû concéder fin avril sous la pression des luttes.

Ces modifications vident la réforme d'une partie de son contenu le plus négatif, comme le montre le tableau comparatif

REFORME DU SECOND CYCLE

OBJECTIFS INITIAUX DE LA REFORME

TEXTES ARRETE DU 16 JANVIER
Circulaire QUERMONNE 25- 2

CE QUE PREVONT LES NOUVEAUX TEXTES
(circulaires du 13 mai et du 20 juillet)

CONSEQUENCES POUR LES ETUDIANTS

1) REMISE EN CAUSE ET "REDEPLOIEMENT" des filières existantes.

"Toutes les formations existantes, sans exception, devront être réexaminées. Leur rénovation sera plus ou moins profonde selon (...) qu'elles peuvent être regardées comme correspondant de manière adéquate à un besoin précis."

"Par formation permanente, il faut entendre toute formation de 2ème cycle portant sur les éléments fondamentaux d'une discipline ou d'un groupe de disciplines ayant donné lieu à habilitation avant le 16-1-76"

TOUTES LES FILIERES EXISTANTES DOIVENT ETRE MAINTENUES, CE QUI EST TRES IMPORTANT, EN PARTICULIER POUR LES DISCIPLINES LITTERAIRES ET LES SCIENCES HUMAINES.

Suppression des filières non rentables en fonction des désirs du patronat.

"Quant aux formations qui n'ouvrent aucun avenir professionnel aux étudiants, il serait souhaitable que les universités n'en demandent pas le maintien".
(cir. 25-2-76)

"L'examen préalable à l'habilitation aura pour objet la vérification de la conformité de la demande à l'état antérieur de la formation dispensée (...) Cet examen sera effectué par des groupes d'études ad hoc.
(...) Les membres de ces groupes seront choisis en priorité au sein du CNESER, du CCV, du CNRS et de la Conférence des Présidents d'Université.

POUR L'HABILITATION DES FILIERES, LE PATRONAT SERA NEUTRALISE ET LE ROLE DES GROUPES D'ETUDES NE SERA QUE FORMEL.

OBJECTIFS INITIAUX
DE LA REFORME

TEXTE ARRÊTÉ LE 16 JANVIER
(Circulaire QUERMONNE 25 Fév)

ce que prévoient les nouveaux textes
(Circulaires 13 Mai, 20 juillet)

CONSEQUENCES POUR LES
ETUDIANTS.

Suppression de
l'habilitation
des diplomes
au delà de 5
ans.

"L'habilitation est accordée pour une période de 5 ans, en fonction du dossier présenté par l'établissement des moyens susceptibles d'être mis en oeuvre et des besoins nationaux et locaux. Elle peut être retirée par décision du Secrétariat d'Etat."

"La stabilité des formations ainsi habilitées sera assurée par le maintien au delà de 5 ans des principes ci-dessus énoncés et par la prorogation de la procédure d'habilitation simplifiée fixée par la présente circulaire."

LES DIPLOMES GARDERONT
LEUR VALEUR APRES 5 ANS.

2) MAINTIEN DU
PATRONAT sur
le contenu et
l'habilitation
des diplomes
(par les G.E.T)

"L'ouverture sur le monde professionnel se traduira par la participation des représentants des activités intéressées aux travaux des groupes d'études techniques (...) Pour l'habilitation il faudra tenir compte de l'avis des milieux professionnels sur l'adaptation de la formation envisagée aux contraintes du marché de l'emploi". 11 G.E.T seront constitués en fonction des branches économiques.

Les G.E.T auront un rôle consultatif". Pour les filières nouvelles, il ne sera créé que 3 groupes d'étude technique (secteurs secondaire, tertiaire, culturel).

LA POSSIBILITE D'UNE FORMATION PLUS LARGE DIVER-SIFIEE, DE NIVEAU ELEVE, PERMETTANT L'ADAPTATION A L'EVOLUTION DES TECHNIQUES ET LE RECYCLAGE ULTE-RIEUR.

ARRIVAGE A L'EN-
TRAINEMENT EN MAITRISE
et qualification.

"La licence sanctionne une formation cohérente et complète. Elle est conçue comme un diplôme terminal (art 7).

N'étant pas composés par branches économiques, mais par secteurs plus larges, les groupes techniques pourront plus difficilement adapter le contenu de chaque formation aux désirs du CNPF.

Cette cohérence devra s'étendre à l'ensemble constitué par les études de 2ème cycle lorsque les programmes proposés par les Universités définiront des cursus sanctionnés à la fois par une licence et une maîtrise."

Le passage en maîtrise est garanti pour les titulaires de la licence. Le maintien d'un 2ème cycle de 2 ans est reconnu.

"Ainsi sera possible la poursuite d'études universitaires au niveau de la licence."

L'action doit se poursuivre pour qu'aucune université ne crée des licences sans maîtrises à la suite

"Une université peut demander à être autorisée, par dérogation, à soumettre, avant d'admettre leur inscription en vue de la licence, les étudiants ayant obtenu le DEUG dans un autre établissement à une procédure d'examen sur dossier par une commission pédagogique et de contrôle complémentaire des aptitudes et connaissances." (art. 12)

Le "Caractère National des Diplômes" est maintenu. La possibilité de changer d'université est sauvegardée.

LES DIPLOMES AURONT LA MEME VALEUR PARTOUT SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

SECOND CYCLE

CONCORDANCE D'UNIVERSITES
CONCURRENTIELLE
en cause des
incompatibilités entre
universités.

MAIS

Saurier ne renonce pas à appliquer sa réforme :

A) DES POINTS NEGATIFS DEMEURENT :

- 1) La durée des habilitations reste limitée à 5 ans pour les filières nouvelles.
- 2) Les groupes techniques, même limités, subsistent pour les filières nouvelles.
- 3) Le SEU va favoriser les filières nouvelles s'arrêtant à la licence (Bac + 3) et non à la Maîtrise (Bac + 4) .

Ainsi un plan d'action prioritaire du 7^è plan prévoit que " de nouvelles licences technologiques seront autorisées dans le cadre de la réforme du 2^{ème} cycle " .

- 4) Le risque subsiste de Numéris Clausus à l'entrée des formations nouvelles de 2^{ème} cycle. (Art. 8 de l'Arrêté)
- 5) Les modalités de contrôle des connaissances doivent être publiées avant l'ouverture des enseignements et ne peuvent être modifiées en cours d'année (art. 17 et 22 .)

B) ENSUITE, LE GOUVERNEMENT TENTE D'IMPOSER INDIRECTEMENT SA REFORME PAR DES MESURES DE RENTREE.

- 1) L'austérité budgétaire (suppression d'heures complémentaires et de postes d'enseignants) qui vise à obliger les universités :
 - à réduire leurs enseignements,
 - à abaisser la qualité de la formation
 - à réduire le nombre d'étudiants.
- 2) Les invalidations et la sélection en matière d'examens.
- 3) les suppressions d'emploi pour les étudiants (CAPES ...)

4) La déqualification des étudiants, qui est un des objectifs de la réforme, et qui se vérifie dans le 7^{ème} plan.

5) L'autoritarisme - volonté de se créer une majorité au CNESER en évinçant les centrales syndicales.
- création autoritaire d'universités concurrentielles par le biais de partitions : Nanterre, Amiens ...

SUR LA BASE DES ACQUIS IMPORTANTS OBTENUS DEVANT LA VOLONTE DU GOUVERNEMENT D'APPLIQUER SA REFORME ET LES OBJECTIFS NEFASTES DE SA POLITIQUE,

LA MEILLEURE MANIERE DE METTRE EN ECHEC LA REFORME DU 2^{ème} CYCLE, D'OBTENIR SON ABROGATION, C'EST DE LUTTER TOUTS AZIMUTS CONTRE CES ATTAQUES.

l'enquête et l'analyse de la réforme du 2nd cycle ont été réalisées par DOMINIQUE FONTAINE.

R
A
S
S
E
M
B
L
E
M
E
N
T

- TOULOUSE 9 NOV
- BORDEAUX 27 OCT
- LYON 4 NOV
- LILLE 17 NOV
- AIX 4 NOV
- NANCY 2 NOV
- NICE 27 OCT
- TOULON 3 NOV
- BESANCON 17 NOV
- RENNES 3 NOV
- BREST 19 NOV
- St ETIENNE 9 NOV



METTRE TOUTS NOS C.A DANS LA BATAILLE DU RASSEMBLEMENT, c'est proposer à chacun un objectif de diffusion. Nos bureaux d'A.G et nos collectifs de ville doivent organiser un plan de travail en renforçant les initiatives des C.A par des actions spécifiques et ponctuelles sur un campus, un restau-U, une Cité.

Donner toute son ampleur au rassemblement, c'est aussi donner des moyens de propagande adaptés.

Une affiche (80 X 120), donnant le programme du rassemblement, sa date et le lieu.

Le bon d'entrée (cf. celui de Nice) édité en carnets et répartis sur les C.A.

Des tracts par fac, donnant pour chaque secteur les raisons de la participation au rassemblement. D'ores et déjà sur chaque tract sorti, sur chacune de nos publications, mentionner, la tenue du rassemblement.

Annoncer dans la presse locale le rassemblement. Animer notre campagne par des initiatives spectaculaires sur les campus en utilisant des groupes locaux (artistes, orchestre folk ...)

Utiliser le matériel national (Etudiant de France)

En cette rentrée, les étudiants ont déjà commencé la riposte. Les luttes sont justifiées, ce sont les seules réponses que peuvent opposer les étudiants à la politique malthusienne du gouvernement, au plan Giscard. Barre. Les rassemblements de lutte que l'UNEF organise dans toutes les villes universitaires de France et en particulier le rassemblement parisien du 9 Novembre, à la Sorbonne contribueront à donner à l'action sa dimension nationale.

Avec les rassemblements de lutte dans toutes les villes universitaires, il s'agit de franchir une nouvelle étape dans la lutte de rentrée des étudiants.

Jusqu'à présent, la première grande riposte nationale des étudiants se concrétisait dans les élections universitaires. Ces élections cette année marqueront un désaveu de la politique de Saunier d'autant plus grand des étudiants qu'elles auront été précédées de nombreuses luttes qui auront déjà largement convergé. Les rassemblements organisés à l'appel de l'UNEF, montreront que les étudiants poursuivent la lutte contre la réforme du 2ème cycle en luttant contre l'austérité et les attaques sous tous azimuts du pouvoir, qu'ils se prononcent pour des propositions concrètes, réalistes, applicables tout de suite qui changeront les conditions de vie et d'étude des étudiants.

RASSEMBLEMENTS DE LUTTE, CES RASSEMBLEMENTS SERONT AUSSI LA MANIFESTATION DE L'UNION DES ETUDIANTS POUR SE Doter D'UN GRAND SYNDICAT TOUTJOURS MIEUX A MEME DE CONDUIRE LEURS LUTTES EFFICACEMENT.

Assurer le succès de nos rassemblements, éléments de convergence de toutes les luttes de la rentrée, mais aussi initiatives de luttes en tant que telles, c'est créer les conditions d'une plus vaste riposte des étudiants aux côtés des autres couches de la population, victimes de l'austérité.

AUSSI EST IL URGENT DE FAIRE CONNAITRE DANS CHAQUE VILLE LA DATE ET LE LIEU DU RASSEMBLEMENT EN demandant sans tarder la diffusion du billet ou de la vignette donnant droit à l'entrée et en associant cette diffusion à chacune de nos initiatives sur chaque fac. (chaines d'inscriptions, résultats d'examen, ...)

ON SENT LA "POUDRE"

C'est ce que signalait un journaliste de France-Inter le 17 Septembre en s'adressant à Saunier.

La poudre c'est : IUT de Besançon : 70% de réduction des heures complémentaires; Belfort : 66% ; Grenoble A : 80% ; Créteil : 60% ; Cachan : 60% ; St Denis : 70% ; Willetaneuse : 68% ; Montluçon : 70% ; Mulhouse : 63% ; Metz : 63% ; Clermont-Ferrand : 50% ; St Etienne : 64% ; Lyon II : 90% ; Angers : 90% . . .

La poudre, c'est encore : 108 postes d'enseignants supprimés dont 30 (!) sont redistribués à l'Université patronale de Compiègne . . .

un petit calcul

Saunier voulait en Mai-Juin dernier, réduire les horaires hebdomadaires en IUT de 32h à 25h, c'est à dire de 22%. Toutes les instances nationales de gestion des IUT ont repoussé ces projets. Officiellement donc Saunier n'a pu réduire les programmes en cette rentrée. C'est une première victoire !

Mais Saunier s'entête. Au mois d'Aout les Directeurs d'IUT recevaient la notification de réduction des heures complémentaires. Ainsi ce que le S.E.U n'a pu réaliser en Juin, il l'impose autoritairement par la diminution des moyens en Septembre.

En effet, la réduction des heures complémentaires se chiffre, en moyenne, nationalement, à 50% ce qui entraîne une réduction de 20% des programmes pédagogiques. La boucle est bouclée : projet de 22% de réduction ; résultat 20%.

au delà des chiffres

La réduction des heures complémentaires entraînant une diminution des programmes conduit tout droit à la dévalorisation du DUT. Les étudiants en IUT verraient ainsi s'éloigner la possibilité de faire reconnaître le DUT dans les

conventions collectives et le statut de la fonction publique . La recherche d'un emploi pour les diplômés serait rendue plus difficile ainsi que la possibilité de poursuivre des études supérieures dans les 2ème cycles universitaires.

Les objectifs de Saunier sont les mêmes que ceux de la réforme du 2ème cycle :

- réduire les coûts de formation.
- amputer les formations existantes.
- menacer les disciplines fondamentales.
- dévaloriser les diplômes.
- réduire le nombre des étudiants.

Contre l'austérité , pour la défense des IUT, pour le DUT, il faut dire non aux plans de Saunier et engager l'action immédiatement.

la "Convention Nationale" 16 oct

Aucune atteinte aux IUT ne doit être laissée sans réponse de notre part. Mais il n'y a aucun automatisme entre une situation catastrophique et la lutte pour y faire face. Le premier trimestre est souvent le trimestre de l'individualisme, surtout pour les premières années. L'illusion est encore tenace qu'on peut s'en sortir tout seul ou qu'on ne peut rien faire.

L'individualisme et la résignation, voilà ce qu'il faut vaincre rapidement.

Pour cela nous devons expliquer et répéter que la seule voie c'est la lutte et qu'il est possible de vaincre comme le prouve la lutte contre la réforme du 2ème cycle. Déjà de premières actions s'engagent à Créteil, à St Denis, à Marseille etc ...

LA CONVENTION NATIONALE DU 16 OCTOBRE permettra de faire une première coordination de ces luttes, d'établir une plateforme revendicative de décider d'initiatives et de s'ORGANISER de façon permanente et efficace.

Ainsi un contenu et une ampleur nationale seront donnés à la lutte avec 4 mois d'avance sur les années précédentes.

L'ANNEE 76-77 DOIT ETRE L'ANNEE DE LA SYNDICALISATION DES ETUDIANTS EN IUT. C'est la meilleure garantie d'une issue victorieuse à la lutte, c'est la meilleure arme pour cette lutte.

L'UNEF en IUT c'est le seul moyen de donner une dimension nationale à l'action et de lui assurer le soutien des syndicats de travailleurs, de cadres, des organisations de jeunesse et des partis de gauche.

Saurier disait à la radio : " les IUT se plieront à mes orientations ".

A ce langage libéral-terroriste, nous opposerons la lutte massive, unie et organisée.

michel renard

CONVENTION NATIONALE IUT/TS

16 Octobre 1976

Je m'engage à participer à la Convention Nationale



CONTRE L'AUSTERITE DANS LES IUT

POUR LA RECONNAISSANCE DU DUT ET DU BTS

POUR DEBATTRE, AGIR ET S'ORGANISER

A SAVOIR

.... Notre camarade Jean Paul CAM, ancien Président de l'AG de Brest est inculpé en vertu de la loi anti-casseur. Il est tenu pour responsable d'actes irresponsables qui avaient suivi... de très loin : une manifestation contre la réforme du second cycle, actes que l'UNEF-Brest avaient condamné... 8 militants de l'UNEF de Montpellier sont entraînés aussi en justice pour avoir osé coller des affiches sur les murs de leur fac.... L'AJC de ST Etienne traîne devant le juge l'ancien Président de l'UGESE-UNEF, Roger DUBIEN, "coupable" d'avoir dénoncé les magouilles et les falsifications qui sont coutumières à ce groupe....

.... La pré-inscription est supprimée pour les étudiants LIBANAIS. Cette mesure est le fruit des démarches du syndicat auprès du S.E.U et des CROUS....

.... Le Recteur de l'Académie de Rennes a envoyé aux enseignants de l'Université de Haute Bretagne le taux maximum d'étudiants qui pourront être reçus aux premières sessions d'examens. Examens qui n'ont pas encore eu lieu... la lutte paie : l'Unef -vincennes a obtenu la prolongation des dates d'inscription ...

.... une nouvelle réunion du CNESER aura lieu le vendredi 1 octobre. Elle devra se prononcer sur des projets essentiels du ministère et en particulier la partition d'Amiens et les IUT; compte rendu dans le N°4....

.... une délégation du Bureau National de l'UNEF rencontrera dans le début du mois d'octobre le secrétariat de l'Union Internationale des Etudiants, à Prague.....

U
N
E
F

A SUIVRE

compte rendu de la réunion du 17 sept

Après la victoire remportée par les étudiants avec l'UNEF le 18 Juin, où pour la première fois le Conseil d'Administration du C.N.O a refusé la hausse des tickets de R.U, Saunier a fait le forcing pour l'obliger à revenir sur sa décision.

Ce sont les voix du CLEF et de "leur" personnalité qui ont permis à la hausse de passer. Comment expliquer l'abstention (mais qui ne dit mot consent) de ces braves gens qui en Juin avaient voté contre l'augmentation? Certes pas la qualité nouvelle des repas sur laquelle le rapport du Médecin Général de la Santé Dubas nous éclaire.

"Il n'est pas possible de descendre en dessous de ce qui est donné actuellement (...). Les repas servis constituent une ration d'entretien tout juste suffisante pour des jeunes gens de cet âge. Certains établissements ont réussi à faire quelques économies en supprimant un plat, par exemple le frapmage ou le dessert; ils donnent un seul légume, alors que deux étaient données précédemment.

la plupart des établissements ne sont pas en mesure de donner de la viande chaque jour mais seulement deux ou trois fois par semaine. Ils y suppléent par des abats, du bœuf ou du poisson.

Si l'on pèse la quantité de protéines en tenant compte de leur présence dans un hors d'œuvre ou dans le plat journalier et le fromage, on arrivera bien sûr à la ration journalière de protéines tout juste suffisante. Il y a de moins en moins de légumes verts, de fruits de saison et même de salade, leur coût obligeant à utiliser les légumes traditionnels."

Un aveu ! Et ce ne sont pas des hausses successives, comme le rapelait Dominique Fontaine dans sa déclaration qui changerait quelque chose à cette situation, hausses qui entraînent une baisse de la fréquentation des Risto-U, d'où baisse de la rentabilité des installations, d'où baisse de la qualité . . . et ainsi de suite.

NON, la solution est dans l'application des propositions de l'UNEF (Remboursement de la TVA sur les denrées, prise en charge par l'Etat des salaires du personnel ouvrier), et pour ce faire, par la lutte.

Lutte, (Boycotts, pétitions, délégations, manifestations) qui ont d'ores et déjà porté leurs fruits, puisque sans elles le ticket de R.U serait déjà à 6F, voire 8f où plus (Vérité des prix !)

En tout cas, une chose doit nous rassurer, c'est que le CLEF, lui, ne verra pas sa subvention retirée par Saunier.

Je suis prêt à en prendre le pari.

PAUL ROBEL.



▼
▼
▼
C
N
O

LES COMMUNIQUES DE PRESSE

PARIS LE 6 SEPTEMBRE
PROJET DE BUDGET 1977 DU SECRETARIAT
D'ETAT AUX UNIVERSITES.

...Les points noirs de ce budget sont énormes et touchent au premier chef les étudiants :

- 1) Les budgets de fonctionnement des Universités n'augmenteront que de 5%
- 2) 65 postes de professeurs et maîtres de conférences seulement seront créés, c'est à dire même pas un par Université.
- 3) Une hausse de 15% des tickets de Restau-U est prévue,
- 4) L'augmentation du taux des bourses ne sera que de 8% pour le taux moyen en 77 et de 7% en 78. De plus cette augmentation ne sera que de 6% (et de 5% en 78) pour le 6ème échelon, réservé aux étudiants les plus défavorisés. Nous assistons donc à une baisse accélérée et planifiée du pouvoir d'achat des étudiants boursiers.

Par contre, au titre des "encouragements divers" il est prévu une augmentation de 4 millions de francs des subventions accordées aux établissements d'enseignements supérieur privé!

Contrainte à des reculs importants sur la réforme du second cycle par la lutte massive des étudiants, Madame Saunier-Seité tente d'imposer par l'austérité les objectifs centraux de sa réforme dévalorisation de la formation, élimination massive des étudiants, mainmise du patronat sur l'enseignement supérieur.

... L'UNEF rappelle les propositions

faites à Monsieur Raymond Barre dans son mémorandum de rentrée pour mettre un terme à la politique d'austérité envers les Universités :...



COMMUNIQUE DE PRESSE COMMUN A LA JOC ET A L'UNEF.
PARIS LE 24 SEPTEMBRE 76

Les délégations de la JOC et de l'UNEF se sont rencontrées, mercredi 22 Septembre avec
Pour l'UNEF ; Jean-Luc MAÏO Président
Dominique FONTAINE Sec. Nation.
Pierre SEBAHOUN Sec. Nation.
Pour la JOC ; Bruno LECHEVIN, Président.
Paul CORBINEAU, Vice Président
J. Pierre PLANSON, membre du C.C

Les deux délégations ont procédé à un échange de vues et ont fait le point de leurs préoccupations communes, face à la situation actuelle des jeunes travailleurs, des étudiants et la rentrée universitaire.

LA JOC ET L'UNEF DENONCENT :

-l'aggravation importante de la situation des jeunes travailleurs et des conditions de vie et d'études des étudiants. :

la hausse des prix (R.U, chambres universitaires, fournitures scolaires etc ...)

le chômage (700 000 jeunes de moins de 25 ans, 120 000 diplômés d'universités sans emploi)

le blocage des inscriptions en 1ère année de faculté.

l'asphyxie budgétaire des universités et des IUT qui provoque la baisse de la qualité de l'enseignement.

La responsabilité du gouvernement dans cette situation et son autoritarisme :

Suppression de la subvention jusqu'alors accordée à l'UNEF.

Découpage des Universités (retombées de la réforme Saunier-Seité) en vue de créer des universités concurrentielles, d'isoler les UER où les organisations représentatives d'étudiants sont importantes.

Les deux organisations décident d'entretenir des relations régulières afin de partager leur réflexion sur l'allocation d'études, la gratuité de l'enseignement, le contenu de l'enseignement.



QUESTIONS INTERNATIONALES

nusuk unef

Memorandum adresse au Président de la République Française,
Monsieur Giscard d'Estaing et au premier ministre de Grande
Bretagne, Monsieur James Callaghan.

Au nom des étudiants de France et de Grande Bretagne, nous
tenons à réaffirmer notre opposition au système d'apartheid
en Afrique du Sud, qui constitue, pensons-nous, une très
grave menace contre la paix dans le monde et une violation
des droits de l'homme.

Nous tenons à affirmer notre sentiment profond que les gou-
vernements Anglais et Français, par leur appui politique et
leur participation économique, contribuent à perpétuer l'exis-
tence de l'apartheid.

En particulier, nous exigeons la cessation immédiate de la
vente massive d'armes françaises et de la fourniture d'équi-
pement britannique, que le gouvernement blanc d'Afrique du
Sud utilise pour étouffer l'aspiration du peuple Sud-Africain
au plein respect des droits démocratiques.

Nous exigeons que le gouvernement reconsidère l'appui diplo-
matique apporté aux blancs d'Afrique du Sud - comme en témoi-
gne par exemple, l'usage permanent du "triple veto" de la
France, de la Grande Bretagne et des U.S.A au conseil de sé-
curité des Nations unies.

Nous demandons qu'au lieu de cela, nos représentants aux Na-
tions unies appuient les résolutions visant l'isolement du
gouvernement blanc d'Afrique du Sud et la fin de l'apartheid.

Nous condamnons vivement la part prise par les intérêts éco-
nomiques de France et de Grande Bretagne et les liens commer-
ciaux avec l'Afrique du Sud, qui méprisent les appels lancés
par les organisations représentatives du peuple Sud-africain
pour l'isolement économique de l'apartheid.

Nous exigeons que nos gouvernements prennent immédiatement
des mesures, pour imposer le retrait des investissements fran-
çais et britanniques et la rupture de tout commerce avec
l'Afrique du Sud.

Nous mettons en avant ces exigences, en écho aux justes aspira-
tions de la majorité du peuple Sud-Africain dont les représen-
tants légitimes languissent dans les prisons de Vorster.

Enfin, nous appelons les gouvernements Français et Britanniques
à discuter avec le congrès National Africain, en tant que repré-
sentant du peuple sud-africain.

Nos deux Unions Nationales s'engagent à militer pour ces exi-
gences jusqu'à ce que le peuple sud-africain ait obtenu le droit
à l'auto-détermination et gagné la liberté et la démocratie.

Pour l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF)

Jean-Luc MANO (Président)

For National Union of Students of the United Kingdom (N.U.S.U.K.)

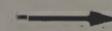
Peter ASHBY (Président)



Communiqué commun après la rencontre entre l'UNEF et la NUSUK

Une délégation de l'Union Nationale des Etudiants de France (UNEF)
s'est rendue en Grande Bretagne du Mercredi 1er Septembre au Sa-
medi 4 Septembre, à l'invitation de l'Union Nationale des Etudiant
du Royaume Uni (NUSUK). Cette délégation était composée de Jean-
Luc MANO (président), Bernard LOCHE (Secrétaire International)
et Marie-Hélène MANDRILLON (Membre du Bureau National).

La délégation a passé la première journée à Londres où elle a
rencontré des membres de l'Exécutif de la NUSUK, pour se rendre



ensuite à la Conférence Nationale des Elèves maitres de la NUS, à Edge Hill College (Ormskirk); où elle a rencontré de nombreux délégués et s'est fraternellement adressé à la Conférence lors de la dernière séance.

La délégation est ensuite retournée à Londres, où une rencontre formelle s'est déroulée avec les membres de l'exécutif de la N.U.S.U.K.

L'UNEF a apporté son plein soutien aux actions de la NUSUK contre le chômage des maitres et affirmé sa complète solidarité avec la campagne que poursuit la NUSUK contre la politique économique du gouvernement britannique.

La NUSUK a exprimé son soutien complet aux actions de l'UNEF dans son combat contre la réforme de second cycle universitaire. Les représentants de la NUSUK ont expliqué que leur rapport que leur Député - Président, A. STEWART, a rapporté de Paris en avril, au point culminant de la lutte des étudiants de France, a été communiqué aux étudiants de Grande Bretagne. La NUSUK a également exprimé son soutien à la campagne de l'UNEF contre la décision du gouvernement français de supprimer sa subvention.

Au cours de la rencontre formelle entre la délégation de l'UNEF et une délégation des membres de l'Exécutif de la NUSUK, conduite par Peter Ashby, Député-Président, trois thèmes ont été abordés. Tout d'abord, l'ensemble des questions internationales, en particulier le problème de l'Afrique du Sud. Il a été convenu qu'une lettre signée en commun par les deux unions serait envoyée aux gouvernements français et britannique, exigeant qu'ils arrêtent toute livraison d'armes au gouvernements français et britannique, exigeant qu'ils arrêtent toute livraison d'armes au gouvernement de l'apartheid d'Afrique du Sud, qu'ils mettent fin à leur soutien diplomatique au gouvernement d'Afrique du Sud, et qu'ils reconnaissent et soutiennent le combat des mouvements de libération du continent Sud-Africain. Les deux unions se sont engagées à lutter pour la réalisation de ces trois points.

Deuxièmement la question des relations entre les Etudiants de Grande Bretagne a été abordée et les deux unions ont souligné d'un accord l'importance d'un Meeting européen annuel des Nationales d'Etudiants, qu'elles soutiennent toutes deux également. Les unions sont également de l'avis que des changements fondamentaux dans la structure du Meeting Européen sont nécessaires, pour que ses résolutions se transforment tout d'abord en actions effectives.

Troisièmement, les deux unions ont décidé de renforcer les liens qui les unissent et d'approfondir leur compréhension de la situation dans chacun des deux pays. L'UNEF a invité la délégation de la NUSUK à se rendre en France, et les deux unions pensent que cela sera possible dans un futur très proche.

Les Unions sont d'accord pour renforcer leurs relations et soulignent l'importance de cette délégation.

Jean Luc MANO
Président de l'UNEF

Charles CLARKE
Président de la NUSUK



IL SERA DONNE ULTERIEUREMENT DANS UNEF - INFO' , DANS LE
QUESTIONS INTERNATIONALES, UN HISTORIQUE DU MOUVEMENT
ANGLAIS, DE SES LUTTES , DE SES ACQUIS ET DE SES SPECIFICITES



petite chronique

UNEOGRAPHE

du sport français

" IL FAUT CREER DE VERITABLES ACTIONS DE COMMANDOS "

- Qui échafauda ainsi de tels plans militaires audacieux ?

- Va-t-on assister à la 1ère guerre nucléaire ?

- S'agit-il du Général West-Moreland, du Général Bigeard ou du Maréchal Gretchko ? Détrompez-vous ! Rien de tout cela :

A notre secrétaire d'état (enfin ex) Mr Mazeaud, cette parole d'or (faute de médaille) historique, après les catastrophiques résultats français obtenus aux derniers J.O de Montréal.

En France on n'a pas de champion, mais on a des secrétaires d'état !

Et quels secrétaires d'état : Herzog, Comiti, Mazeaud, Soisson !

En quelques 15 ans de règne de changement la France des J.O de Montréal 76 se retrouve au niveau ... de Rome 1960 !

Qu'on en juge : -Rome 5 médailles, 35 finalistes pour 150 épreuves.

-Montréal 9 médailles, 38

finalistes pour 198 épreuves.

Le maximum étant atteint par Mexico avec 15 médailles.

ALORS QUE FAUT-IL EN CONCLURE ?

- les Français font-ils preuve d'une mentalité de fainéant ?

- la population française ne compte-t-elle que des rachitiques et des amphisémateux ?

-ou les entraîneurs et les cadres ne sont ils bons à rien ?

Quid ? Je m'interroge ? ? ?

Oui ces resurreats des J.O de Montréal sont les révélateurs de la politique désastreuse du pouvoir en matière d'E.P.S.

Depuis Comiti 72 jusqu'à Mazeaud 76, ce sont les mêmes promesses, et la même politique de gâchis et de pénurie dans tous les domaines.

C'est tout un secteur du potentiel culturel national qui est froidement bradé aux profits de grandes sociétés

Le budget : stagnant à 7/1000 du budget national ; sa part devient chaque année de moins en moins congrue avec une inflation de 12 à 15% l'an.

Non seulement le Secrétariat d'Etat a pour but de se décharger de la part qui lui revient, et ainsi faire payer les contribuables (par l'intermédiaire du PMI et de la Taxe aux entrées des Manifestations sportives) mais en plus il tente d'en faire un secteur de profit en essayant d'instaurer les concours de pronostics et faire payer la T.V.A aux municipalités.

- Les cadres : Médailles d'Or à Mazeaud pour le chômage ... Moyenne 2000 chômeurs par an ! alors qu'il manque près de 30 000

profs pour assurer les 5h d'EPS obligatoires dans le second degré !

Le maximum est actuellement de ... 2 H 1' de quoi préparer un avenir radieux !

La politique de Joseph, Pierre, Jean-pierre c'est aussi l'introduction du mythe du libre choix à option dans les C.A.S pour les enfants de 11 ans qui n'ont parfois eu aucune pratique physique à l'école. (1)

Et c'est enfin la grande braderie du sport étudiant :

- asphyxie et insuffisance des installations sportives Universitaires. (lorsqu'elles existent puisqu'en tout elle ne peuvent accueillir que 10% des étudiants .)

- dans le cadre, bien entendu, de l'autonomie des Universités chère à Soisson, Secrétaire d'Etat à la jeunesse, au sport, aux loisirs et aux Universités, et à la formation professionnelle !!!

Ajoutons la taxe de " droit au sport " intégrée aux droits universitaires (avec la complicité d'Alice) et le démantèlement non viable de l'ASSU en deux fédérations : FNSU et UNSS. (Comment va-t-on débloquer le double de nouveaux crédits pour 77 . ?

WILA QUEL EST LE BILAN DE L'EFFORT DE L'ETAT DANS LE DOMAINE DE LA PRATIQUE DU SPORT DE MASSE POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION DU PAYS !

1) C.A.S : Centre d'Animation Sportive, structure parallèle à l'école, offrant une pratique sportive non-obligatoire mais souvent payante, et dont les animateurs sont formés au rabais.





Jamais en France, le gâchis n'a été tel au niveau des hommes et des structures dans le domaine de l'E.P.S.

Jamais un gouvernement n'avait décidé si radicalement la suppression du sport et de l'Education Physique dans notre pays : Les exemples foisonnent :

- fin de l'indépendance des fédérations, l'autoritarisme grandissant du SEJSL tente de remettre les brebis galeuses dans le rang (ou plutôt hors du rang).

... mais peu importe, de toute façon, on ne peut rien faire: les Français ne sont pas sportifs.

OI,

- Des millions de Français pratiquant dans les Fédérations : près d'un million en Foot, plus de 300 000 en Judo ...

et pas un sous en plus pour les installations, ni pour les Fédérations !

... Erreur ! oui des crédits, parfois, mais T.V.A., inflation... et le tour est joué !

OI,

- Des milliers de cadres bénévoles qui chaque semaine passent des heures à entraîner dans les clubs ... mais surtout pas d'indemnités, ni de formation des cadres ! Nous sommes en régime libéral, nous n'allons pas étatiser autoritairement le sport !

OI,

- Des millions de gens qui se passionnent et découvrent le plus haut niveau de pratique jamais atteint dans le domaine de la haute compétition, production culturelle unique dans le monde, fruit de la pratique sociale des hommes ...

... mais pas un sous de crédits pour de nouvelles installations, pas une heure de plus à l'école afin que les enfants de notre pays puissent s'accaparer cet héritage culturel, ces nouveaux pouvoirs d'agir de l'espèce humaine !

... de toute façon les français sont trop heureux actuellement dans notre société moderne : ils ont perdu tout "goût de l'effort" (dixit Mazeaud).

IL FAUT LE DIRE HAUT ET FORT : LE GOUVERNEMENT ET LA POLITIQUE QU'IL DEPLOIE DANS LE DOMAINE DE L'EPS SONT LES VERTIBLES RESPONSABLES DU GACHIS ACTUEL.
Ce sont les options politicardes de Mazeaud, Soisson et Cie, contraire à l'intérêt de la grande masse de la population qui entraînent la liquidation du potentiel national aux profits de grandes sociétés.

Le gouvernement préfère manier tout à tour Démagogie et Autoritarisme, accroître les profits en criant avec la complicité des radios et des différents journaux "allez les Verts- Manufrance" pour faire oublier que le même jour fermaient faute de crédits, les I.S.U de Chatenay.

Mais lorsque le collectif des professeurs d'EPS du lycée de Corbeil réclament les 5H d'EPS obligatoires pour tous les élèves sur les Bulletins trimestriels afin d'accomplir leur travail sérieusement, voilà qui est intolérable pour le pouvoir en place. ... une sanction administrative s'impose !

OUI, GACHIS ET AUTORITARISME DEVIENNENT LES MAÎTRES - MOTS.

- Gâchis des athlètes de haute compétition Colette Besson qui a fait "pleurer" la France entière (sic Comiti)

Herzag en 68 !
- Colette Besson ... Chômeuse, licenciée en 76 grâce à ... Mazeaud !
Tout le jus du citron a été pressé ! On a récupéré le maximum, jetons le reste.

"Voilà le traitement des athlètes de haute compétition en France. Marche... ou cabotage (Jean-Luc Rougé, champion du monde de judo). Bien entendu le gouvernement parle de réinsertion sociale de l'athlète de compétition !

Cela veut-il dire que l'individu qui désire pratiquer en haute compétition doit être "désinséré" et coupé de toute pratique sociale ?

Tel est bien l'objectif du pouvoir : Tirer les meilleurs résultats, le plus rapidement possible dans des laboratoires sans se soucier des hommes :
QU'IMPORTE LE VIN POURVU QU'ON AIT L'IVRESSE !

Certes l'ivresse est présente avec 60 mais ce n'est pas l'ivresse de joie mais il s'agit, mais bien de l'ivresse agissante du gouffre qu'offre le sport français actuellement.

Or il en va tout différemment de la réalité: le sport est un des aspects primordiaux tant d'autres de l'héritage socio-culturel de l'humanité.

Ainsi pour que l'individu s'en compose y compris jusqu'au plus haut niveau de pratique, il doit prendre vraiment sa place dans la vie sociale.

C'est une pure vue de l'esprit et de la volonté de Mazeaud d'isoler le sport des autres activités humaines. Il n'y a pas d'un côté l'E.P réservée aux enfants, à l'autre côté et de l'autre côté, le sport réservé aux adultes (que n'importe quel

... (ne peut enseigner). Il y a l'éducation
de qualité défendue en premier
par les étudiants et les profs, tou-
tes les luttes pour faire progresser ce
secteur (5 H, 3 000 postes) et de l'au-
tre la politique de liquidation de l'EPS
par le pouvoir.

Mais le gâchis va encore plus loin : le
pouvoir instaure, dans le domaine de l'
EPS, comme dans tous les autres secteurs
de la connaissance, la ségrégation sociale
et l'institutionnalise même grâce aux lois
Haby-Mazeaud sous couvert de changement.

En effet, les médecins, biologistes l'ont
montré : l'EPS est une nécessité pour le
développement harmonieux de l'enfant, de
l'adolescent et de l'homme.

Le développement lui-même de l'espèce,
son perfectionnement, sa marche, son ali-
mentation sont liés étroitement aux acti-
vités physiques ou au contact des nécessi-
tés de la pratique sociale. (c'est ce qu'a
démontré entre autre l'exemple des enfants
sauvages). L'enfant ne devient homme que
s'il se trouve dès sa naissance dans un
bain de culture humaine.

Or différentes données interviennent à ce
niveau. - L'enfant est un " tout individuali-
sé" même s'il a tour à tour des rapports
prédominants avec le milieu au niveau

- cognitif ou intellectuel
- affectif
- moteur

- " l'individu s'il se saisit en tant que
tel est essentiellement social " (Wallon)
- l'école est le lieu privilégié par sa
compétence et son organisation, où l'hé-
ritage socio-culturel se transmet.

Ainsi l'enfant ne pourra se développer
qu'à propos d'une activité sociale (par
exemple le sport) mettant en jeu toutes

les composantes de sa personnalité de
manière indivisible., dès le début de la
scolarité.

Ainsi offrir une véritable E.P.S à l'en-
fant, dès le plus jeune âge, à l'école,
c'est lui donner, dans le domaine de com-
pétence réservé au prof d'EPS, la possibi-
lité de se situer socialement, de dévelo-
pper ses aptitudes motrices, à propos d'une
activité culturelle proposée par l'homme.

SUPPRIMER L'EPS A L'ECOLE, C'EST MUTTLER
D'EMBLEE LA PERSONNALITE DE L'ENFANT.

C'est instaurer la sélection par l'argent
pour la pratique des activités physiques
et sportives.

Refuser les 5heures et les 3 000 postes,
c'est condamner la jeunesse de notre pays
à demeurer sous-développée par rapport
aux conquêtes actuelles et futures de l'
homme dans le secteur de la "culture phy-
sique".

Bien sûr le Pouvoir pourra toujours avan-
cer l'argument des " dons". Un Tel est
"doué pour la gymnastique", l'autre ne l'est
pas. Alors pourquoi vouloir s'époumonner avec
5Heures d'EPS par semaine pour chaque enfant.

Cependant questionnons Monsieur Soisson :
Monsieur Soisson, vous avez regardé les
J.O de Montréal (question à 3000 postes...)
"Et si Nadia Comaneci n'était que le proto-
type de ce que tout individu comme vous et
moi pourrions réaliser avec une certaine
pratique ? et si, contrairement à ce que
vous faites penser, la masse était l'excep-
tion sous-développée par rapport à Comaneci
par votre faute ?

Ainsi l'EPS pour l'enfant n'est pas seu-
lement compensation au travail intellec-
tuel, utilitaire ; récréatif ou hygiénis-
te.

L'EPS doit être éducation et conquête
du pouvoir d'agir contribuant au dévelop-
pement total et infini de l'être humain.

SERGE RETCHES

à suivre ● ● ●

A DECOUPER SUIVANT LE POINTILLE ✂

POUR VOIR DES FILMS ? - OUI, MAIS ET LES CINEMAS COMMERCIAUX ???
Justement : si 10% des spectateurs vont dans les ciné-clubs, c'est qu'il y a quand même des "petites différences"

La distribution est plus variée, on peut passer des vieux films des films non-distribués dans les circuits commerciaux, ou évincés parce que jugés non rentables

On peut faire durer le plaisir en organisant des discussions avec les étudiants et éventuellement une personnalité du cinéma.
(Metteur en scène, acteurs, techniciens) ou une animateur d'une fédération de ciné-clubs.

Plus à ajouter quelques détails non négligeables ... + le PRIX... QUI DEFIE TOUTE CONCURRENCE...
+ les HORAIRES... PLUS PRATIQUES : entre 2 cours, avant ou juste après le l.
+ le LIEU... PAS BESOIN D'UN BUS, D'UNE VOITURE OU D'UN VELO...
Sans compter l'animation du Campus... les villes qui ont des ciné-clubs qui tournent voient de quoi on veut parler.

MONTER UN CINE CLUB POUR QUOI FAIRE ?

- 1°) C'EST PAS COMPLIQUE !
- 2°) IL FAUT ETRE UNE ASSOCIATION DECLAREE A LA PREFECTURE ... C'EST FAIT EN GENERAL ...
- 3°) IL FAUT UN PROJECTEUR ET UNE SALLE... TOUTES LES FACS DE FRANCE ONT DES AMPHIS ET PRESQUE TOUTES DES PROJECTEURS. S'IL N'Y EN A PAS, IL FAUT LE GAGNER DANS LES CONSEILS, C'EST SOUVENT FACILE SURTOUT QUE LES ARGUMENTS NE MANQUENT PAS.
- 4°) IL FAUT DEMANDER UNE FICHE D'INSCRIPTION A UNE FEDERATION. Comme on est gentil'on va donner des adresses à la fin de la page.
- 5°) IL FAUT FAIRE SA PROGRAMMATION. C'EST ASSEZ PASSIONNANT. MAIS...ATTENTION... UN CINE-CLUB CE N'EST PAS UNE REUNION ESOTERIQUE DE QUELQUES INITIES QUI PARLENT LA VOIX MOUILLEE UN LANGAGE INCOMPREHENSIBLE OU PRESQUE. C'EST OUVERT A TOUS, CE QUI VEUT DIRE QUE C'EST SUSCEPTIBLE D'INTERRESSER TOUT LE MONDE. Jean Marie Staub, c'est bien, mais il n'y a pas que ça dans la vie
- 6°) IL FAUT S'ASSURER LA PRESENCE D'UN PROJECTIONNISTE? POUR LA TECHNIQUE ET POUR LA REGULARITE DES SEANCES. C'est à dire qu'on crée une petite équipe d'amoureux du cinéma, qu'on n'est pas obligé de chercher uniquement dans l'Orga...

INESTIMABLE POUR LES ETUDIANTS, IL N'EN EST PAS POUR AUTANT NEGLIGEABLE POUR LA BATAILLE FINANCIERE...

F F C C 6 rue ORDENER 75018 PARIS TEL : 206-96-08
FEDERATION JEAN VIGO 8 rue LAMARCK 75018 PARIS
UFOLEIS 3 rue RECAMIER 75007 PARIS



2

LE QUEBEC DES ETUDIANTS

★ COMBIEN Y A T IL D'ETUDIANTS AU QUEBEC ?

On appelle "étudiants", tous ceux qui sont dans des écoles post-secondaires : des écoles Polytechniques, des Instituts de formation des Maîtres, les Universités ou encore dans les Collèges d'Enseignements Général (CÉGEP). Après les 6 ans d'école élémentaire et les 3 ans de secondaire - dont les deux dernières années sont des cours techniques, on passe le Diplôme d'Etude secondaire au Collège qui est soit une préparation à l'Université - on en sort soit à 19 ans, soit en restant 3 ans dans la branche technique on va directement sur le marché du travail à 20 ans avec un métier de technicien supérieur ou de cadre : Infirmier, monteur de ligne, ingénieur... Au Canada c'est un peu différent du Québec on rentre directement à l'Université à la fin des études secondaires mais à 20 ans. Les étudiants sont 150 000 au Québec et près de 800 000 dans les écoles secondaires. Il y a aussi des étudiants adultes qui suivent les cours du soir dans les collèges. 1 personne sur trois est étudiante au Québec.

★ Y A T IL UN PARRALELEISME POSSIBLE ENTRE L'UNIVERSITE FRANCAISE ET L'UNIVERSITE QUEBECOISE ?

Il existe des similitudes pédagogiques.

La grande différence est d'ordre historique. La première université de Monseigneur Laval avait un caractère de séminaire sous le régime colonial. On y formait des prêtres, des avocats et quelques notaires: les "notables". Après le Réforme Parent et certaines autres lois postérieures (voir UNEF INFORM N° 1), se sont constituées d'autres universités localisées à Montréal, 3 Rivières. Beaucoup d'Universités sont alors anglophones. Le Contenu des études est similaire. Au départ les Universités formaient toutes à des professions libé-

rales... à cause de certaines barrières légales imposées par l'Angleterre.

Dans les autres branches, on n'a certainement pas le même degré de compétence qu'en France, ce qui amène de nombreux étudiants à venir étudier en Europe après le 2ème cycle, soit en Droit à Genève, en Médecine à Paris en technologie aux Etats-Unis ou en Angleterre.

Mais un mouvement au Québec existe et lutte pour que l'enseignement soit plus complet et plus accessible.

★ QUI VA A L'UNIVERSITE ?

Sur 30 000 étudiants d'Université au Québec, on compte 23 000 francophones et 12 000 anglophones.

60% sont issus de milieux de Haut-fonctionnaires, de professions libérales: médecins etc...

35% sont issus de familles d'artisans, commerçants; d'entrepreneurs...

Le reste est composé d'enfants de travailleurs.

L'accessibilité ne se fait pas bien entendu sur des critères sociaux, mais il reste les barrières économiques et culturelles.

Les enfants des travailleurs se limitent à des études techniques.

★ COMMENT SE FAIT L'ENTREE A L'UNIVERSITE ?

Par exemple si l'on vient d'un collège, on est jugé sur son diplôme de collège. Pour entrer en Droit, on prend en compte 50% de ses notes en français et en philo, et 50% dans les autres matières. C'est déjà une sélection.

★ ON PAYE POUR RENTRER ?

Le Contenu des études est similaire. Au départ les Universités formaient toutes à des professions libé-

hiver et printemps.

PEUX TU NOUS FAIRE UN HISTORIQUE POUR CE QUI EST DU SYNDICAT ?

D'abord, nous n'avons pas les mêmes traditions de lutte que l'UNEF. Au Québec le premier syndicat étudiant national qui regroupe tous les étudiants a été créé en 1964: l'UNION GENERALE DES ETUDIANTS DU QUEBEC qui s'est dissoute en 1969.

Au départ il y avait une nette collaboration avec le Parti Libéral qui supplantait l'Union Nationale.

Les étudiants sont entrés en lutte, parce que le développement de la crise économique affectait les étudiants, dans leurs conditions de vie: logement, alimentation... Il existait plusieurs associations d'étudiants par Université. Mais il faut se souvenir que le développement économique du pays datait des années 60 et qu'il faut faire une corrélation entre le nombre d'étudiants et le développement de 4 000 étudiants à 50 000 en 20 ans.

En 1969, l'UGEQ est détruit et divisé en plusieurs tendances: 1) le M.S.P, 2) le B.N de l'UGEQ 3) Les associations de Province.

1) le MSP, les Pseudo-Marxistes proclamait que l'on avait plus besoin d'une Association étudiante qu'il fallait se joindre directement aux travailleurs, et attendre le soulèvement spontané des étudiants. Ils renaient quelques slogans de Cohn-Bendit.

2) le Mouvement de province disait: oui, il faut garder un mouvement étudiant, mais pour se retrouver en "amicale" dans des clubs, pour danser, jouer aux cartes...

Il ne faut pas le transformer en syndicat de lutte.

3) Le B.N voulait une action de parti. A la tête du mouvement se trouvait Claude Charron qui siège maintenant à la Chambre au Parti québécois. Beaucoup d'étudiants se sont joints au Parti Québécois qui était gauchisant et nationaliste.

Mais on y retrouve

avait toutes les tendances à l'époque y compris les national-fascistes, le R.I.N.

Ces différentes tendances ont eu pour première cause la perte de toute forme d'organisation étudiante.

L'A.N.E.Q est née en 1975 de la grève des pré-bourses de 1974. Au point culminant de cette bataille il y avait 100 000 étudiants au niveau post-secondaire et les 2/3 en grève, ou en manifestation à l'Assemblée Nationale, ou nouant des contacts d'information avec la population. Un étudiant d'une province déshéritée du nord touchait comme allocation d'étude 99 cents, c'est à dire 5 francs pour un an! Pour subvenir à ses frais de logement, d'alimentation... Beaucoup de personnes se sont alors dit que l'ordinateur devait être en panne!!! En fait le Gouvernement avait un projet de retrait des bourses.

Nous avons alors eu conscience qu'il fallait

1) élaborer nos revendications pour faire une demande pré-bourse.

2) et surtout construire immédiatement un syndicat étudiant.

Donc en 1975 se crée l'ASSOCIATION NATIONALE DES ETUDIANTS DU QUEBEC, avec 85 000 adhérents. (Ce chiffre est expliqué par le fait qu'un étudiant doit adhérer à un mouvement syndical -selon le jugement d'une cour provinciale au Québec- soit dans une usine, soit à l'Université (ainsi un ouvrier de la General Motors est syndiqué comme tous ses congénères.)

Pour les étudiants, l'adhésion se fait par Assemblée générale de Collège ou d'Université. A 50% de voix + 1 avec un quorum de 50% + 1, tous les étudiants, même s'ils sont contre, adhèrent au mouvement de leur choix.

Il y avait ensuite ratification des affiliations lors d'un Congrès de l'A.N.E.Q.

La difficulté de ce système faisait s'épanouir le jeu des tendances à l'intérieur de l'ANEQ,

notamment de certaines Associations de Montréal dont les trotskystes posés farouchement à l'idée d'un syndicat national.

Dans ce groupe de Montréal, il y avait aussi le "P.C Canadien", ce groupe "Marxiste-Léniniste", maoïste. A l'étonnement de tous ils ont travaillé pendant un temps à l'élaboration du syndicat. Leurs idées correspondaient au départ avec celles des étudiants. Mais dès Mai tout a changé! "Il fallait lutter contre le fascisme, contre Trudeau, contre les deux super-puissances mondiales, tout faire pour que les étudiants canadiens ne deviennent pas de la chair à canon..."

Cette année là il y a eu beaucoup de luttes étudiantes, mais l'ANEQ s'est avérée incapable de coordonner et de diriger la lutte sur des bases solides avec une plate-forme votée démocratiquement et des objectifs précis.

Toutes les luttes sont restées sporadiques et locales. Il y a eu découragement et échec.

Comme conséquence, suite à ces événements de Mai 76, une tendance s'est organisée au sein de l'ANEQ, avec l'aide de certains membres du Conseil National (votre B.N) qui amenait systématiquement la discussion en Assemblées Générales sur la notion d'un véritable syndicat étudiant.

Ce qui nous a le plus frappé, nous qui n'avons pas eu d'informations sur le mouvement étudiant français depuis 1968, c'est de retrouver dans les documents du dernier Congrès de l'UNEF à

...euse, les mêmes problèmes que les
autres à quelques mots près.

A ce moment là du "Renouveau" de l'ANEQ
nous avons demandé la tenue d'un congrès
afin de re-proposer la réorganisation d'un
syndicat étudiant unitaire et démocrati-
que avec une perspective de démocratisa-
tion de l'école.

Ce groupe travaille avec les 3 grandes
centrales syndicales du Québec; (la 4ème
ayant été créée par le gouvernement.)
Le C.E.Q -centrale des enseignants du
Québec qui regroupe les enseignants ,
La F.T.Q - les permanents d'école :entre-
tien etc... La S.C.S.N qui regroupe les
professeurs de collège.

★ QUI PEUT SE SYNDIQUER ?

Tous les élèves des collèges et des Uni-
versités .
Il reste un problème avec les anglophones.

★ SUR LES PLATE FORMES SYNDICALES, LA TENDANCE SYNDICALE A T ELLE QUELQUE CHOSE A APPORTER ?

Nous avons eu depuis Mai, quelques diffi-
cultés à élaborer une plate forme, mais
nous avons souligné deux aspects fondamen-
taux : - 1) Matériel 2) Pédagogique.

1) Matériel; tout ce qui regarde le loge-
ment, les transports l'organisation des
loisirs de la culture, des locaux, du nom-
bre par classe et par amphithéâtre.

2) La pédagogie: tout ce qui regarde la
compétence des enseignants. Nous pensons
que c'est un droit à acquérir d'avoir les
meilleurs et les plus justes
pour former à la vie.

★ LES PERSPECTIVES DU MOUVEMENT QUEBÉCOIS ?

L'opération de division des Maoïstes a t elle réussi

Elle avait réussi. Il y a eu en un an 4 congrès.
Ce qui est couteux ! Le 4ème congrès s'est passé
en vase clos avec un service d'ordre très musclé
et très impressionnant, tout cela dans une petite
ville du Nord. Très intimidant !

A ce congrès, on n'a parlé d'aucun problème étu-
diant. Il fallait lutter contre la 3ème guerre
mondiale, il fallait s'organiser, appuyer la Chi-
ne. On a été pour le moins surpris de ce discours
aberrant de fanatiques...

La première conséquence de ce congrès a été de
faire se développer la Tendrance.

En Septembre prochain a lieu un prochain congrès:
La Tendrance syndicale, à présent majoritaire l'a
demandé. 2/3 des Associations membres en font par-
tie.

Mais il y a encore des délégués qui ne veulent pas
venir, il y a encore beaucoup de manoeuvres d'in-
timidation : coups, bras cassés. Il est très dif-
ficile dans ces conditions de travailler.

Mais la tendance travaille avec les syndicats d'en-
seignants , pour préparer le Colloque "Pour une
Ecole Démocratique " en septembre.

Seront présents : l'Union des Familles (tous les
parents), et tous les syndicats de travailleurs :
mines, mécanos, electriciens, ... et tous les gens
qui luttent pour un enseignement laïque dans les
basses classes ,ce qui n'est pas encore le cas.

★ POUR FINIR ?

J'ai été très impressionné par le travail
que les étudiants de France font, et par
les luttes menées...

Nous avons beaucoup à retirer de votre
exemple et nous retenons surtout que l'ac-

tion unie et démocratique
apporte le succès ...

FIN



unef Inform

Rédaction et Administration

1 rue de Province

75009 Paris t.1 : 523 22 08

Imprimerie Spéciale de l'UNEF

Directeur de la publication

Jean Luc MANO

Directeur Gérant :

Pierre SEBAHOUN

Rédacteur en Chef :

Dominique GONTIER

Maquette :

Anne FOLLEZOU

ABONNEMENT 30 Francs pour

VENTE AU NUMERO : 3 Francs

ICI ON S'ABONNE !



POUR FAIRE VIVRE UNEF-INFORM

POUR DISPOSER D'UN LIEN PERMANENT, D'UN OUTIL SYNDICAL DE REFLEXION ET D'INFORMATIONS:

JE M'ABONNE !!!

NOM:; PRÉNOM:

TOUS MODES DE RÉGLEMENT SONT
À LIBELLER À L'ORDRE DE:
U.N.E.F

ADRESSE:

CODE POSTAL: /; UNIVERSITÉ: UER:

JE M'ABONNE A PARTIR DU NUMERO:; ABONNEMENT VALABLE POUR 15 NUMEROS, JE VERSE LA SOMME DE 30 FRANCS



ICI ON S'ECRIT !

AFIN D'AMÉLIORER SANS CESSER LA QUALITÉ DE LA FORME ET DU CONTENU D'UNEF-INFORM NOUS ATTENDONS DE VOTRE PART, LES CRITIQUES, LES SUGGESTIONS QUE VOUS INSPIRE CE NUMÉRO.

QU'ATTENDEZ-VOUS D'UNEF-INFORM, QUELS SUJETS PARTICULIERS SOUHAITERIEZ-VOUS Y VOIR ABORDÉS?